

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES – CCAP –

REALISATION DE PRESTATIONS DE CONCEPTION GRAPHIQUE ET REDACTION DE CONTENUS EDITORIAUX

*Accord-cadre mono attributaire passé en application des articles L.2124-1 -L.2124-2, R.2124-1 -
R.2124-2 et R.2162-3 al 2. du code de la commande publique.*

ACHETEUR

Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT)

20 avenue de Ségur,
TSA 10717 -75334 PARIS Cedex 07

Représentée par Monsieur Stanislas BOURRON, Directeur général

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, tous les documents liés à ce marché utiliseront la langue française. Tous documents rédigés en langue autre doivent faire l'objet d'une traduction fidèle en langue française.

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 4 - PROCEDURE, FORME DE L'ACCORD-CADRE ET FORME DES NOTIFICATIONS	6
4.1 Procédure et forme	6
4.2 Allotissement.....	6
4.3 Forme des notifications.....	6
4.4 Prestations similaires	6
4.5 Clause de réexamen – modification de l'accord-cadre.....	7
4.6 Prestations supplémentaires	7
4.7 Prestations ponctuelles sur devis	7
ARTICLE 5 - PRESTATIONS ATTENDUES.....	7
5.1 Présentation des prestations attendues	7
5.3 Vérifications et admissions des prestations	7
ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	8
6.1 Réunion de lancement	8
6.2 Responsable du suivi du marché.....	8
6.3 L'équipe du titulaire	8
ARTICLE 7 – BONS DE COMMANDE.....	9
7.1 Bons de commande sur prix BPU	9
7.2 Bons de commande hors prix BPU	9
ARTICLE 8 – PRIX, AVANCE ET REVISION DES PRIX	10
8.1 Prestations sur Bordereau des Prix Unitaires (BPU)	10
8.2 Prestations hors prix BPU	10
8.3 Avance	10
8.4 Révision des Prix	10
ARTICLE 9 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENTS	11
9.1 Modalités de facturation	11
9.2 Intérêts moratoires	11
9.3 Modalités de paiement des bons de commande	11
9.4 Nantissement ou cession de créances	12
9.5 Co-traitance	12
9.6 Sous-traitance	12
9.7 Groupement d'opérateurs	12

ARTICLE 10 – ASSURANCE	13
ARTICLE 11 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	13
11.1 E-Attestations : dépôt obligatoire	13
ARTICLE 12 – OBLIGATION DE RESULTAT, QUALITE DE SERVICE, ENGAGEMENT DES PARTIES	13
12.1 Obligation de résultat et qualité de service	13
12.2 Engagement du Pouvoir adjudicateur	14
12.3 Obligation de conseil et de mise en garde	14
12.4 Utilisation de la charte graphique	14
12. 5 Langue utilisée	14
ARTICLE 13 – PENALITES	14
13.1 Pénalités pour retard d'exécution	15
13.2 Pénalités pour non qualité ou pour mauvaise exécution	15
13.3 Pénalités pour travail dissimulé	15
13.4 Pénalités liées à des obligations administratives	15
13.5 Pénalités liées au suivi du marché	15
13.6 Pénalités en cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets, marques ou logo de l'ANCT	15
ARTICLE 14 – DEVOIR DE DISCRETION ET DECONFIDENTIALITE	15
ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	16
ARTICLE 16 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETES INTELLECTUELLES – PROPRIETE DES RESULTATS	16
16.1 Tiers désignés	16
16.2 Objet de la cession	16
ARTICLE 17 PARTICIPATION FEDER-FSE	17
ARTICLE 18 – FORCE MAJEURE, RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES	17
18.1 Force majeure	17
18.2 Résiliation	18
18.3 Règlement des litiges	18
18.4 Exécution aux frais et risques du titulaire	19
ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-PI	19

1- PREAMBULE

L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), créée au 1^{er} janvier 2020 est un partenaire pour les collectivités locales. Sa création marque une transformation profonde de l'action de l'État : L'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) a un rôle de « fabrique à projets ». Elle facilite l'accès des collectivités locales aux ressources nécessaires pour concrétiser leurs projets (ingénierie technique et financière, partenariats, subventions).

Elle peut être mobilisée à toutes les étapes d'un projet à travers un guichet unique : les préfets de département, qui sont délégués territoriaux de l'Agence.

L'ANCT développe des programmes d'appui innovants pour renforcer la cohésion entre les territoires et accompagner la transition écologique et numérique.

Adressée à toutes les collectivités locales de métropole et d'outre-mer, l'offre de services de l'ANCT concerne aussi bien les quartiers de la politique de la ville que les territoires ruraux.

Son offre de services :

- Soutien aux collectivités ;
- Transition écologique et résilience ;
- Développement économique et emploi ;
- Redynamisation commerciale et artisanale ;
- Accès au numérique et aux services publics ;
- Jeunesse, éducation et sports ;
- Cadre de vie, logement et habitat ;
- Participation et engagement citoyen ;
- Culture, patrimoine et tourisme ;
- Prospective et innovation ;
- Europe.

Les projets

Elle facilite la mise en œuvre des projets de territoire, mais elle peut aussi répondre à des besoins plus spécifiques.

➤ **Les projets de territoire :**

- Revitalisation des centres villes ;
- Redynamisation du tissu industriel ;
- Renforcement de l'accès à l'emploi, aux soins et aux services au public ;
- Attractivité économique ;
- Couverture numérique du territoire (fixe et mobile).

➤ **Les besoins spécifiques :**

- Renforcer et élargir l'offre de santé des territoires ;
- Rénover les écoles ;
- Mettre en place des modes de transport doux et alternatifs ;
- Déployer le wifi gratuit dans les espaces publics.

➤ **Son mode d'intervention**

L'Agence accompagne la définition d'un projet de territoire en associant l'ensemble des partenaires locaux.

L'Agence propose du soutien en ingénierie de projet : mise à disposition d'experts de haut niveau pour faciliter la définition et la réalisation des projets locaux.

L'Agence appuie les collectivités locales pour les aider à faire émerger et à piloter leurs projets par le biais des Fabriques prospectives.

L'Agence propose de l'assistance à maîtrise d'ouvrage publique (montage, instruction, financement de projets...), la maîtrise d'ouvrage et la gestion d'actifs immobiliers, et capitalise les bonnes pratiques. L'Agence définit et pilote des programmes d'appui nationaux.

L'Agence conçoit et anime des programmes d'appui nationaux pour mettre en œuvre les politiques publiques. Les collectivités territoriales peuvent s'inscrire dans ces programmes, en fonction de leurs besoins.

➤ **Quelques exemples de programmes :**

- Action Cœur de ville ;
- France Services ;
- Territoires d'industrie ;
- France Très Haut Débit ;
- Société numérique ;
- Nouveaux lieux, Nouveaux liens ;
- Cadre de vie/logement ;
- Emploi, formation, développement économique ;
- Petites villes de demain ;
- Montagne et ruralités ;
- Éducation/petite enfance ;
- France mobile.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet d'assurer la conception, la rédaction et la réalisation des différents supports papier de l'ANCT, et, le cas échéant, la réalisation de contenus digitaux ou multimédias diffusés sur les sites Internet de l'ANCT.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, sont :

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1) et ses annexes :
 - *Annexe 1 : Annexe de formulaire RGPD*
 - *Annexe 2 : Annexe de déclaration de conflit d'intérêt potentiel*
 - *Annexe 3 : Fiche d'évaluation du titulaire*
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-PI) – approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- L'offre du titulaire.

Les exemplaires originaux des pièces susvisées, conservés par le Pouvoir adjudicateur, font foi en cas de litige.

ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée du présent accord-cadre est de douze (12) mois à compter de sa date de notification au titulaire.

Le présent accord-cadre est reconductible tacitement 3 fois pour une durée de 12 mois. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction tacite.

En cas de décision de non-reconduction tacite, le Pouvoir adjudicateur notifie au titulaire cette décision par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant la date d'échéance.

ARTICLE 4 - PROCEDURE, FORME DE L'ACCORD-CADRE ET FORME DES NOTIFICATIONS

4.1 Procédure et forme

Le présent contrat est un accord-cadre de service soumis au code de la commande publique et conclu selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 et R.2162-3 al 2.

Cet accord-cadre est conclu avec un montant maximum de **230 000 € HT**/par an, conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique.

*Le montant estimatif de commande est de **180 000 € HT** par an.*

4.2 Allotissement

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire passé sans allotissement conformément à l'article L.2113-11.

L'ANCT décide de ne pas allotir cet accord-cadre car « la dévolution en lots séparés [...] risque de rendre techniquement plus difficile à mettre l'organisation des stands ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations ».

4.3 Forme des notifications

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite selon les cas :

- directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié contre récépissé (remise en main propre) ;
- par courrier (lettre recommandée avec accusé de réception) ;
- par échanges dématérialisés, transmission électronique (notamment mail, télécopie, moyen électronique) ou sur supports électroniques. Les modes de transmission utilisés doivent permettre de donner une date certaine de réception ;
- par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

4.4 Prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'ANCT se réserve la possibilité de conclure un marché ou un accord-cadre passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant

pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent accord-cadre (marché initial).

4.5 Clause de réexamen – modification de l'accord-cadre

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-1 du code de la commande publique, l'ANCT se réserve la possibilité de modifier : le BPU en ajoutant des UO ou en supprimant, le CCTP en précisant le périmètre et en modifiant l'organisation et le contrôle de l'exécution de l'accord-cadre, et le CCAP en modifiant la clause de révision des prix ou encore la clause sur les modalités de facturation et de paiement.

4.6 Prestations supplémentaires

Conformément aux articles L.2194-1 et R.2194-2 à R.2194-4 du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié par le Pouvoir adjudicateur, lorsque des services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le présent accord-cadre.

4.7 Prestations ponctuelles sur devis

En fonction des besoins, le Pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire la réalisation de prestations ponctuelles, après que le titulaire ait établi un devis basé sur les prix indiqués dans le BPU (partie 7). Ces prestations s'exécutent sur bons de commande après acceptation du devis par le Pouvoir adjudicateur, avec confirmation des délais de réalisation. Ces prestations ponctuelles sont limitées à 15% du montant annuel du marché.

ARTICLE 5 - PRESTATIONS ATTENDUES

5.1 Présentation des prestations attendues

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations définies au CCTP et conformément aux règles de l'art. Le titulaire doit livrer un stand complet et opérationnel avant la date d'ouverture de la manifestation. Il doit notamment vérifier que toutes éventuelles « réparations de dernière minute » soient effectuées.

Les prestations courantes s'exécutent au fur et à mesure de l'émission de bons de commande établis par l'ANCT sur la base des unités d'œuvre définies au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

En fonction des besoins, l'ANCT peut demander au titulaire du présent marché la réalisation de prestations ponctuelles facturées sur la base des prix J/H du BPU (partie 7) pour des prestations ne faisant pas l'objet d'unités d'œuvres forfaitisées. Ces prestations s'exécutent sur bons de commande, après une demande de devis adressée au titulaire et l'acceptation préalable du devis par le représentant du pouvoir adjudicateur avec confirmation des délais de réalisation.

5.2 Les livrables

Les livrables sont définis au sein du cahier des clauses techniques particulières.

5.3 Vérifications et admissions des prestations

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les prescriptions du présent marché.

Conformément aux articles 26 et 27 du CCAG PI, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par l'ANCT.

En cas de non-conformité des prestations, le pouvoir adjudicateur peut prononcer l'ajournement des prestations, prescrire un nouveau délai au titulaire pour remplacer les prestations défectueuses et les présenter de nouveau à l'ANCT.

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification. Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour prononcer la réception des prestations est au maximum de 30 jours).

Conformément à l'article 27 du CCAG/PI, les prestations sont tacitement admises à l'issue du délai imparti au pouvoir adjudicateur.

En cas de non-conformité des prestations, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer l'ajournement des prestations, prescrire un nouveau délai au titulaire pour remplacer les prestations défectueuses et les présenter de nouveau à l'ANCT. En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de 4 jours ouvrés maximum à compter de la notification de la décision d'ajournement pour faire connaître son acceptation sur le délai fixé par le pouvoir adjudicateur. En cas de refus ou de silence, le pouvoir adjudicateur peut accepter en l'état les prestations ajournées moyennant une réfaction du prix ou les rejeter.

Si le titulaire présente de nouveau les prestations après ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose de la totalité du délai de vérification pour contrôler de nouveau les prestations et faire connaître sa décision.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement est organisée entre l'ANCT et le titulaire, dans les 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre. Lors de cette réunion sont établies les modalités précises de travail et de collaboration avec la Communication de l'ANCT conformément aux dispositions du CCTP notamment pour ajuster, avec le titulaire, les modalités opérationnelles de collaboration, d'échanges et de réalisation des prestations.

6.2 Responsable du suivi du marché

Le titulaire désigne un interlocuteur unique en charge de l'exécution de l'accord-cadre habilité à le représenter auprès de l'ANCT, ainsi que son remplaçant. Ce binôme d'interlocuteurs est mentionné dans l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à maintenir dans la mesure du possible le chef de projet et son remplaçant sur la période de référence de l'accord-cadre.

Le responsable de l'accord-cadre au sein de l'ANCT est le service de la Communication de l'ANCT, ou toute personne désignée par elle. La Communication de l'ANCT est la représentante du pouvoir adjudicateur chargée des relations avec le titulaire. A ce titre, elle vérifie la conformité de l'exécution des prestations et la qualité des livrables remis par le titulaire.

6.3 L'équipe du titulaire

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de toute modification de l'équipe dédiée et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement n'affectent en rien les délais de fourniture des livrables ni la qualité des prestations.

En cas de départ d'un intervenant du titulaire affecté à l'exécution des prestations, le titulaire prend à ses frais toutes les mesures permettant le remplacement de cet intervenant, dans des conditions garantissant la continuité des prestations et le respect par le titulaire de ses obligations contractuelles, sans pouvoir prétendre à ce titre à aucune majoration de prix ou compensation de quelque nature que

ce soit. Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard du CCAP et du CCTP, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

ARTICLE 7 – BONS DE COMMANDE

7.1 Bons de commande sur prix BPU

Les bons de commande s'effectuent au fur et à mesure des besoins. Le titulaire est informé du besoin par l'ANCT par tout moyen de communication notamment par envoi électronique (courriel), fax ou appel téléphonique confirmé par un courriel. Cette demande initiale est suivie d'un bon de commande.

Les bons de commande mentionnent :

- L'identification du titulaire ;
- Le numéro EJ du bon de commande et l'intitulé du marché ;
- Les caractéristiques techniques de la commande ;
- Les conditions et délais d'exécution de la prestation ;
- Les quantités à livrer et la répartition entre les différents lieux de livraison (le cas échéant) ;
- Les prestations et les U.O commandées ;
- Le montant hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TVA incluse (montant TTC).

Les bons de commande peuvent être conclus pendant toute la durée de l'accord-cadre jusqu'au dernier jour. La durée d'exécution du bon de commande ne peut excéder trois (3) mois la fin du présent accord-cadre.

S'il s'avère nécessaire d'apporter des modifications sur un bon de commande avant son exécution, celles-ci interviennent par écrit (courriel, fax, courrier) dans un délai raisonnable. Dans ce cas, un nouveau chiffrage est établi pour tenir compte de la demande nouvelle du pouvoir adjudicateur et un bon de commande rectificatif adressé au titulaire.

L'annulation d'un bon de commande par le Pouvoir adjudicateur ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a eu aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de début de la prestation qui est précisée dans le bon de commande.

7.2 Bons de commande hors prix BPU

Certaines prestations, bien que faisant partie de l'accord-cadre, mais dont l'exécution peut relever d'autres prestataires, ne peuvent être chiffrées dans le BPU. Pour ces prestations, l'ANCT peut demander au titulaire du présent accord-cadre la réalisation de prestations facturées sur la base de prix établis sur devis. Le titulaire s'engage à proposer à l'ANCT le meilleur rapport qualité/prix en mettant en concurrence, soit ses propres fournisseurs, soit les fournisseurs proposés par l'ANCT.

Pour ces prestations, et avant tout établissement d'un bon de commande, le service de la communication formule une demande de devis et un projet de planning.

L'ANCT se réserve le droit de ne pas donner suite à la proposition chiffrée sur devis et de ce fait ne pas établir de bon de commande. Dans ce cas, la proposition de devis est incluse dans le prix de l'accord-cadre et ne peut être facturée par le titulaire, de même que les éventuels déplacements que cette proposition aurait entraînés.

ARTICLE 8 – PRIX, AVANCE ET REVISION DES PRIX

Si le titulaire bénéficie d'une franchise de TVA, les factures devront obligatoirement comporter la mention « TVA non applicable, *et indiquer l'article du Code Général des Impôts concernés* ».

8.1 Prestations sur Bordereau des Prix Unitaires (BPU)

Les prix sont conclus à prix unitaire et complet en euros H.T et TTC comme indiqués dans le BPU. Les prix sont révisibles. Les prix incluent la réalisation de l'ensemble des prestations commandées et tous les frais et charges du titulaire afférents à l'exécution de celles-ci notamment :

- Frais de coursier,
- Frais de communication téléphonique et de secrétariat,
- Frais de réunions,
- Les frais d'envoi liés à la conception.

8.2 Prestations hors prix BPU

Les prix sont conclus à prix unitaire et complet en euros H.T et TTC. Les prix incluent la réalisation de l'ensemble des prestations commandées et tous les frais et charges du titulaire afférents à l'exécution de celles-ci notamment :

- Frais de coursier,
- Frais de communication téléphonique et de secrétariat,
- Frais de réunions,
- Les frais d'envoi liés à la conception.

8.3 Avance

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants, le Pouvoir adjudicateur accorde une avance au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.

8.4 Révision des Prix

Les prix sont fermes et définitifs pendant les 12 mois. Ils sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sur proposition écrite du titulaire, et par application de la formule paramétrique suivante :

$$Pr = P0 (0,30 + 0,70 \times \ln/lo)$$

Où

- Pr = Prix révisé H.T
- P0 = Prix initial H.T au mois M0
- ln= dernier index de révision connu à la date anniversaire de l'accord-cadre
- lo = index de révision du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre (M0)

Le coefficient de révision est arrêté à 2 chiffres après la virgule.

Le tableau de la révision des prix est établi par le titulaire, et doit parvenir au service Communication de l'ANCT dans les 3 mois suivants le mois de la reconduction. Le tableau doit comprendre l'ancien prix,

le prix révisé ainsi que le calcul de la révision. La révision des prix ne pourra être portée sur les factures qu'après la validation de ce tableau par l'ANCT.

ARTICLE 9 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENTS

9.1 Modalités de facturation

Les factures afférentes au paiement sont établies en un original et portent les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes (nom et adresse),
- Le numéro du bon de commande et l'intitulé du marché,
- La date et la référence de la facture,
- Les prestations facturées avec leur montant,
- Le montant total H.T,
- Le montant total T.T.C,
- Le taux de TVA et le montant de la TVA,
- Le numéro de compte bancaire, conforme au RIB produit par le titulaire.

Les factures devront être impérativement déposées sur le portail CHORUS PRO que l'Etat met à disposition de ses fournisseurs, accessible à partir du lien Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) avec les codes suivants :

- | |
|---|
| - Identifiant « service » de l'ANCT : 13002603200016 |
| - le code service « SFACT » (service facturier de l'ANCT) |

Ce portail permet au titulaire de réduire les coûts et les délais de traitement, de sécuriser les échanges et d'œuvrer pour le développement durable. Ce service est entièrement gratuit.

Pour mémoire, l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 impose une obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à compter du :

-1er janvier 2020 : pour les microentreprises.

Les factures ne devront être transmises qu'après validation des prestations par l'ANCT. Aucun paiement ne pourra s'effectuer si les livrables ne sont pas conformes et les factures seront rejetées par le service facturier et renvoyées au fournisseur.

Le mode de paiement est effectué exclusivement par virement sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB ou RIP fourni par le titulaire.

9.2 Intérêts moratoires

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord cadre ou du marché par la personne publique aux torts exclusifs du titulaire.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le délai global de paiement des factures ne peut excéder 30 jours. En cas de retard de paiement, en application du décret 2013-269 du 29 mars 2013, le créancier a droit, sans qu'il ait en faire la demande, au versement d'intérêts moratoires dont le taux est celui du taux de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points et à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

9.3 Modalités de paiement des bons de commande

Le mode de paiement est le virement effectué sur le compte bancaire ou postal correspondant au RIB/RIP. IBAN fourni par le titulaire.

9.3.1 Paiement des bons de commande établis sur devis

Le paiement des sommes dues au titulaire est effectué après la vérification des prestations par le service Communication. Le service fait inscrit dans le procès-verbal de réception vaut acceptation des prestations. Conformément à l'article 11.4 du CCAG-PI, le paiement du montant total du bon de commande peut faire l'objet d'un paiement fractionné à la demande du titulaire.

9.3.2 Paiement des bons de commande sur BPU

Le paiement des bons de commande se fait après vérification du service fait. Le service fait vaut réception des livrables et entraîne l'envoi et le paiement de la facture.

9.4 Nantissement ou cession de créances

Le présent marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

9.5 Co-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution des prestations dont il a la responsabilité.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement doit signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent conformément à l'article 12 du CCAG-PI.

9.6 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, il est fait application des articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire doit présenter son sous-traitant à l'ANCT et attendre l'acceptation de celui-ci ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement, pour commencer l'exécution de la prestation. Le titulaire demeure seul responsable des prestations vis-à-vis de l'ANCT

Les factures du sous-traitant sont validées par le titulaire du marché, ce dernier valide également le numéro du bon de commande concerné.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

9.7 Groupement d'opérateurs

En cas de groupement, le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus

importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

ARTICLE 10 – ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché avant tout début d'exécution des prestations, qu'il est titulaire de ses contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ANCT et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai et par écrit à l'ANCT ou via le <https://www.e-attestations.fr>, toutes modifications ayant une incidence sur le statut de la société survenant en cours d'exécution du marché et qui se rapportent notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination
- à l'adresse de l'entreprise,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité et généralement tout changement ayant une incidence sur le fonctionnement ou le statut de la société

Le titulaire est aussi tenu de communiquer, sans délai et par écrit à l'ANCT, les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à ces dispositions, le titulaire est informé que l'ANCT ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou tout autre document fourni par le titulaire, du fait des modifications intervenues au sein de la société et dont l'ANCT n'aurait pas eu connaissance.

11.1 E-Attestations : dépôt obligatoire

Conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ANCT, à l'adresse <https://www.e-attestations.com>

Le dépôt des pièces sur la plateforme e-attestation par le titulaire et ses sous-traitants est obligatoire.

ARTICLE 12 – OBLIGATION DE RESULTAT, QUALITE DE SERVICE, ENGAGEMENT DES PARTIES

12.1 Obligation de résultat et qualité de service

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations qui lui sont attribuées conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation de résultat. Le titulaire doit respecter les règles de l'art de la profession, les délais, les prix et la qualité de service requise.

12.2 Engagement du Pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir adjudicateur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution. Le Pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes les informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent accord-cadre. D'une manière générale, le Pouvoir adjudicateur s'engage à mettre à la disposition du titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

12.3 Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire informe régulièrement le Pouvoir adjudicateur de l'avancement de la réalisation des prestations et a minima dans les conditions visées le cas échéant au CCTP.

Le titulaire est tenu, à l'égard du Pouvoir adjudicateur, d'une obligation de conseil, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances du Pouvoir adjudicateur. Cette obligation doit s'entendre comme une obligation de moyens renforcée eu égard à l'objet même des prestations commandées. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine des prestations, mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité du Pouvoir adjudicateur.

12.4 Utilisation de la charte graphique

Le titulaire a l'interdiction d'utiliser les sceaux, timbres, cachets et marques de l'ANCT.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il mentionne cette information, précise la prestation réalisée et le cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'ANCT est réservée uniquement aux productions rédigées par l'ANCT.

12. 5 Langue utilisée

Sauf mention contraire, le titulaire emploie la langue française dans ses échanges avec l'ANCT et la rédaction des documents auxquels ils participent.

Il ne peut utiliser ni expression ni termes étrangers lorsqu'il existe une expression ou un terme français de même sens approuvés dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires relatives à l'enrichissement de la langue française.

Outre la rédaction en langue française, les documents auxquels le titulaire participe peuvent comporter une ou plusieurs versions en langue étrangère.

ARTICLE 13 – PENALITES

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le Pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais par un courrier ou un courriel motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés. Dans ce cas, le Pouvoir adjudicateur peut autoriser une prolongation des délais d'exécution.

Les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes :

Toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai d'exécution accordée par le Pouvoir adjudicateur inscrit dans les bons de commande ou dans l'accord-cadre est expiré.

Les pénalités peuvent être cumulées. Cependant, le montant des pénalités appliquées au titulaire, hors pénalité de l'article 13.3 « pénalités pour travail dissimulé », ne pourra être supérieur à 50% du bons de commande.

13.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, lorsque les délais contractuels prévus ne sont pas respectés par le titulaire et que ces retards ne relèvent pas du fait de l'ANCT ou de cas de force majeure, les pénalités appliquées sont de 300€ par jour de retard à compter du jour prévu pour la remise ou la livraison des documents.

13.2 Pénalités pour non qualité ou pour mauvaise exécution

Par dérogation de l'article 14 du CCAG-PI, si après demande dûment motivée de l'ANCT, le résultat d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes du Pouvoir adjudicateur telles que définies dans les documents contractuels ou dans les bons de commande, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer une pénalité pour non-qualité ou pour mauvaise exécution d'un montant forfaitaire de 300€ sur les prestations litigieuses, indépendamment de l'application d'une réfaction sur facture des imperfections constatées. Le titulaire peut présenter ses observations.

13.3 Pénalités pour travail dissimulé

Conformément à l'article L.8222.6 du code du travail, des pénalités peuvent être infligées au titulaire du marché s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail concernant le travail dissimulé.

13.4 Pénalités liées à des obligations administratives

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire (mandataire, cotraitant, sous-traitants le cas échéant), sans communication de ces informations à l'ANCT dans les 30 jours à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation.

13.5 Pénalités liées au suivi du marché

En cas de non-respect de l'obligation de participation à une réunion prévue de pilotage et suivi, le retard, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 500 €.

13.6 Pénalités en cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets, marques ou logo de l'ANCT

En cas d'utilisation des sceaux, timbres, cachets, marques ou logo de l'ANCT en dehors des cas prévus à l'article 12 .6 du CCAP, le prestataire encourt une pénalité de 500€ par élément utilisé à tort.

ARTICLE 14 – DEVOIR DE DISCRETION ET DECONFIDENTIALITE

Le Pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Tout support comportant des informations confidentielles doit être restitué à la personne publique à la fin du présent accord-cadre.

La présente obligation de confidentialité restera en vigueur pour une durée de deux (2) années après l'expiration du présent accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire s'engage à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- lorsqu'elle est entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui imputable ;
- dont la divulgation a un tiers a été autorisée par le Pouvoir adjudicateur, par un écrit adressé spécifiquement au titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au titulaire de communiquer.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire peut avoir accès à des données à caractère personnel pour l'exécution des prestations ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir adjudicateur. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire se conforme aux règles et principes du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 notamment en ses articles 44 et suivants.

ARTICLE 16 – REGIME DES DROITS DE PROPRIETES INTELLECTUELLES – PROPRIETE DES RESULTATS

Le présent accord-cadre ne donne pas droit, au profit du titulaire, à une quelconque cession ou concession, à quelque titre que ce soit, des droits de propriété intellectuelle du Pouvoir adjudicateur, notamment des marques, logos et signes distinctifs.

Les rapports, documents, données, fichiers et/ou informations que le Pouvoir adjudicateur communique au titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre sont et restent la propriété exclusive du Pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'interdit de porter atteinte directement ou indirectement aux droits de propriété intellectuelles du Pouvoir adjudicateur, et notamment s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit autre que pour les besoins d'exécution des prestations, les rapports, informations, données ou fichiers et ou documents qui lui auront été communiqués dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

16.1 Tiers désignés

Les tiers désignés dans le marché désignent les personnes qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumis aux mêmes obligations que le pouvoir adjudicateur pour l'utilisation des résultats. Les tiers désignés au marché sont ses préposés subordonnés, tiers collaborateurs ou prestataires de la personne publique.

16.2 Objet de la cession

La cession porte sur les résultats se rapportant aux prestations dispensées dans le cadre du présent accord-cadre notamment les créations graphiques, logotypes, chartes graphiques, maquettes, mobiliers et autres éléments demandés dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits de toute natures afférents à l'ensemble des résultats décrits ci-dessus permettant au Pouvoir adjudicateur de les exploiter librement à des fins non-commerciales pour assurer les objectifs du présent accord-cadre. Les droits ainsi cédés sont les droits de reproduction, de représentation, d'arrangement, de correction, d'adaptation, de traduction, de communication et de distribution pour le monde entier et pour une durée 20 ans y compris pour une publication sur l'Internet à compter de la livraison des résultats en tout ou partie. Au-delà de cette période de 20 ans, le pouvoir adjudicateur peut faire une demande ponctuelle de cession des droits patrimoniaux, que le titulaire s'engage à accepter.

ARTICLE 17 PARTICIPATION FEDER-FSE

17.1 Intervention du FEDER-FSE

Pour la mise en œuvre des prestations objet du présent marché, l'ANCT est susceptible de bénéficier d'une aide de l'Union européenne au titre du Dispositif National d'Assistance Technique Interfonds ou d'URBACT. L'ANCT est la bénéficiaire finale de l'aide communautaire. Le titulaire du marché ne peut solliciter directement une aide européenne au titre du présent marché. Le titulaire est informé de la participation prévisionnelle du FEDER-FSE+ et FTJ dont est susceptible de bénéficier l'ANCT.

17.2 Publicité liée à l'intervention du FEDER-FSE

Le titulaire s'engage à assurer la publicité de la participation européenne du projet selon les dispositions prescrites par le règlement (UE) n°2021/1060 portant dispositions communes. Il s'engage notamment à mentionner dans tous les documents ayant trait à l'opération (supports de communication, livrables...) la participation des fonds FEDER/FSE via l'affichage de l'emblème de l'Union européenne et l'utilisation de la mention suivante : Assistance à maîtrise d'ouvrage - Instruments financiers est cofinancé par l'Union européenne dans le cadre du dispositif d'assistance nationale avec le Fonds européen de développement régional et le Fonds social européen ».

Tout défaut de publicité peut faire l'objet d'une réfaction lors du paiement de la prestation.

17.3 Contrôle sur les opérations cofinancées par le FEDER-FSE

Le titulaire du marché pour lequel l'ANCT bénéficie d'une aide au titre du FEDER-FSE doit se soumettre aux contrôles effectués par les organismes régionaux, nationaux ou communautaires habilités.

Il doit pouvoir justifier, en cours et après réalisation de l'opération, la réalité physique de la prestation et sa conformité avec les pièces contractuelles citées à l'article 2 du présent CCAP. Le titulaire du marché est tenu de communiquer sur demande tout document justifiant la réalisation de la prestation.

Il conserve les pièces justifiant la réalité de la prestation pour laquelle l'ANCT bénéficie d'une aide du FEDER-FSE+-FTJ.

ARTICLE 18 – FORCE MAJEURE, RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES

18.1 Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu du présent accord-cadre, et aucune pénalité astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

-
- De notifier à l'autre partie par tout moyen de communication permettant de certifier une date de réception, de la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- D'en indiquer la durée prévisible ;
- D'en informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre

L'exécution de l'accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le bon de commande. Cette stipulation est exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part du Pouvoir adjudicateur au titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

18.2 Résiliation

L'ANCT peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Au-delà des cas prévus au CCAG-PI, le marché peut être résilié dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.
- Pour inexactitude des renseignements communiqués. L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités.
- Pour manquement grave aux obligations déontologiques.

18.3 Règlement des litiges

Le présent marché est régi par le droit français.

En aucun cas, les contestations survenant entre le Pouvoir adjudicateur et le titulaire du contrat ne peuvent être invoquées par le titulaire comme cause d'arrêt, définitif ou momentané, des prestations prévues dans le contrat.

Les tribunaux français sont seuls compétents. Tout litige éventuel issu de l'application du présent accord-cadre est soumis, à défaut d'accord amiable, à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent.

Tout différend pourra être porté devant le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément chapitre VII « règlement alternatif des différends » du code de la commande publique.

18.4 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'ANCT pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-PI.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AU CCAG-PI

Dérogations du CCAP :

- L'article 5.3 Admissions et vérifications des prestations déroge à l'article 26.2 du CCAG - PI.
- L'article 13.1 « pénalités pour retard d'exécution » déroge à l'article 14 du CCAG - PI.
- L'article 13.2 « pénalités pour non-qualité ou pour mauvaise exécution » déroge à l'article 14 du CCAG-PI.